ELECTIONS LEGISLATIVES DU 21 MARS 1993

3e CIRCONSCRIPTION

Madame, Monsieur,

Comme vous, nous constatons que les choses ne vont pas bien. Comme vous, nous vivons les difficultés quotidiennes. Comme vous, nous souffrons du déclin de notre pays et de nos régions.
L'énorme et angoissant problème de l'emploi, la ruine de notre agriculture, la dévitalisation de nos communes et du monde rural, cela ne peut plus, cela ne doit plus durer.

Oui, il faut changer !

Le fera-t-on avec la droite ? Que non, si ce n'est en pire dans tous les domaines. Son programme a au moins le mérite d'être sans ambiguïtés :

- acquis sociaux expédiés par dessus-bord (fin de la retraite à 60 ans ; allocations familiales soumises à l'impôt ; CSG augmentée ; protection sociale diminuée...)
- privatisations généralisées (y compris "les entreprises monopolistiques de communication et de transport", ce qui veut dire la Poste, EDF, la SNCF, etc...) ; un ensemble d'acquis, de décisions remontant au Front Populaire ou pris à la Libération par le gouvernement du Général de Gaulle jetés aux orties.
- mise en œuvre à marche forcée de Maastricht (avec toutes les conséquences désastreuses pour l'économie, l'agriculture, l'indépendance nationale).

Ni continuation de la situation actuelle, ni aggravation en marche arrière avec la droite.

Il faut changer et aller de l'avant. C'est possible.

Les moyens existent. Ainsi d'immenses masses d'argent sont stérilisées dans la spéculation. Des sommes tout aussi énormes d'argent - public - sont consacrées à payer les licenciements. Ne vaudrait-il pas mieux les consacrer à créer des emplois plutôt qu'à payer des chômeurs ?
Tout est affaire de choix, de volonté politique. Contrairement à ce qu'on nous rabache, il n'y a là-dedans aucune fatalité.
La casse de la P.A.C., au printemps dernier était-ce fatal ? Non, c'est une décision de Bruxelles, entérinée par le gouvernement.
Maastricht, est-ce fatal ? Non, c'est un traité négocié et qu'à l'exception du Parti Communiste Français, toutes les autres formations politiques ont avalisé. Nous sommes fiers d'avoir mené campagne contre ce mauvais traité, dont les conséquences négatives se font déjà sentir avant l'heure et d'être les seuls porteurs du vote non, salutaire pour le pays.
Le GATT et la conclusion de ses négociations, est-ce fatal ? Non, le droit de véto existe ; il faut l'utiliser.
Des retraites agricoles à 1700 F pour les hommes, 1300 F pour les femmes, est-ce fatal ? Non, quand d'autres se gobergent de revenus spéculatifs faramineux ! De plus, est-ce tout simplement admissible ?
On pourrait ainsi multiplier les exemples qui montrent que d'autres choix sont possibles et indispensables.
D'autres choix qui ouvrent la voie au développement de notre pays, au progrès social, au renouveau de notre Périgord, qui autorisent de travailler et vivre au pays.

Pour cela, il faut placer l'homme et non plus le profit et la rentabilité immédiate, au centre des choix de gestion.

Nous ne prétendons nullement arriver avec des recettes miracles et nous sommes bien placés, au jour le jour, pour savoir que rien n'est facile.

Simplement, votre vote en notre faveur sera un acte pour peser dans le bon sens, celui d'un changement positif. Et ce n'est qu'ensemble que nous pourrons construire ce changement, cette société plus juste et plus humaine.

Ajoutons, mais cela vous le savez car toute notre activité en porte témoignage, que nous serons, au quotidien et sur le terrain, au service de chacun et chacun d'entre vous, avec l'efficacité et l'esprit d'ouverture que tout le monde s'accorde à nous reconnaître.

Nous nous engageons dans cet acte de confiance réciproque et vous assurons, Madame, Monsieur, de nos sentiments les plus cordiaux.

René Dutin

Maire de St-Estèphe
Conseiller Général de Nontron
Candidat présenté par le P.C.F.

SUPPLEANT **Francis Colbac**

Maire - Conseiller Général
Membre de la Commission Permanente du Conseil Général



LES HOMMES DU VRAI

Vu, le candidat

IMPRIMERIE MODERNE - PERIGUEUX RC 59 B 1